

Interview Yves Marignac Wise

« Je suis directeur de Wise Paris, ce qui est un bien grand mot puisque j'en suis actuellement le seul salarié. Mais y'a quand même une assez longue histoire derrière ça puisque Wise Paris a été créé en 1983, comme bureau français de Wise International, qui était donc un réseau international initié par un bureau à Amsterdam. Qui existe encore, qui est depuis fusionné avec un autre organisme aux Etats Unis qui s'appelle Nearsse ? Donc voilà pourquoi on voit souvent passer des choses de Nearsse/Wise. Donc ce réseau a existé jusqu'au début, au milieu des années 90 et a été dissout de fait à cause de divergences trop prononcées dans les orientations et les objectifs entre Wise Amsterdam et Wise Paris qui étaient les deux principaux bureaux. Pour le faire, on va dire, vite, Wise Amsterdam s'orientant vers une activité plutôt militante à ressors en partie bénévoles, et Wise Paris s'orientant vers une activité professionnalisée, d'information, de conseil et d'expertise.

- *Vous voulez dire qu'à Amsterdam y'avait pas tout ce poids... que c'était moins pointu ?*

C'est pas une question de pointu ou pas pointu dans les connaissances ou l'accès à l'information qu'on peut avoir c'est une question de positionnement. D'objectifs, pour commencer, c'est à dire que... Pour être clair par exemple sur point, il n'y a pas dans les objectifs statutaires de Wise Paris de positionnement pour ou contre le nucléaire. Les objectifs statutaires c'est des objectifs de contribution à l'information et à la démocratisation des choix en matière... sur le nucléaire et sur la politique énergétique en général. Donc voilà c'est un positionnement critique mais pas « anti ». Evidemment c'est pas forcément facile à percevoir de l'extérieur mais je pense, bien comprises à l'intérieur, dans toute l'histoire de Wise Paris, et essentiel dans tous les cas dans la façon dont on aborde le dossier.

- *C'est essentiel par rapport à tous vos interlocuteurs ?*

C'est essentiel dans le fait de poursuivre dans tous les sujets une analyse critique sans a priori.

Quand je parle d'un positionnement « anti » c'est un positionnement... euh. En abordant le dossier, une analyse critique va étudier l'ensemble des arguments « pour », « contre » et essayer de conclure sur l'équilibre entre les deux. Une analyse « anti » va rechercher et se focaliser sur les arguments « contre ». Une illustration de ça, ça peut être le discours qu'on a, selon où on se place sur la question des déchets nucléaires à éliminer. Pour un expert, le stockage biologique est aujourd'hui la meilleure ou la moins mauvaise solution, euh, techniquement envisageable pour le stockage des déchets ; ça veut pas dire que il faut décider tout de suite du stockage biologique mais ça paraît légitime de travailler dans cette voie. Si on est un opposant du nucléaire et qu'on se positionne dans le jeu d'acteurs comme opposant au nucléaire on va pas dire ça. On va jouer sur la stratégie de l'étranglement intestinal et on va s'opposer, coûte que coûte, au stockage biologique.

Donc voilà c'était à la fois une question de positionnement et une question de... positionnement sur le fond, donc dans l'attitude intellectuelle, et donc de positionnement en termes

de revendication professionnelle. C'est à dire que... Là encore... le caractère militant « anti » justifie de poursuivre un activité, quelque soient les moyens, et de... si possible... s'il n'est pas possible de faire autrement, par des bénévoles. À Wise Paris la règle a toujours été d'assurer un travail financé, en partie par des fondations et en partie sur contrats, sur prestations, ça a vraiment varié au cours du temps. Mais en tous cas avec une revendication claire du fait que l'expertise, en ce qu'elle est différente d'une analyse militante, pour exister à besoin d'être financée. On a besoin dans le champ politique, à côté de l'expertise institutionnelle au sens large c'est à dire j'y inclus à la fois l'expertise des entreprises, parce qu'elles sont entreprises publiques, en France, où qu'elles ont été entreprises publiques, et l'expertise de l'Etat à travers ses administrations, et l'expertise des instituts comme l'IRSN. à côté de cette expertise institutionnelle doit exister comme aiguillon, comme force de contradiction, etc., une expertise non institutionnelle, alors qui peut en partie être dans les laboratoires universitaires, en tous cas qui a besoin, et c'est la position qu'on revendique et qu'on assume, qui a besoin d'être en partie... ouais dans... dans... dans le secteur indépendant. Avec, et c'est important aussi, pour être cohérent avec ce positionnement, un statut d'organisme non lucratif. Parce qu'évidemment si on passe dans le statut de bureau d'études, y'a un intérêt commercial à l'étude qui change la perspective. Et donc ce statut à but non lucratif passe en France par le statut associatif. C'était beaucoup plus vrai en 83 quand Wise Paris a été créé qu'aujourd'hui puisqu'il existe d'autres solutions comme les solutions de sociétés coopératives d'intérêt collectif aujourd'hui, qui correspondraient peut-être plus à l'activité de Wise Paris mais le changement de statut est un peu lourd. Voilà, si on créait la même chose aujourd'hui on s'orienterait vers un statut de SCIC mais à l'époque le statut associatif était le seul qui garantissait ce but non lucratif. Sans pour autant que Wise Paris fonctionne comme une association au sens traditionnel du terme, c'est à dire le... Le ressors des adhérents n'est pas le moteur de l'activité.

Peut-être pour éclairer aussi l'activité et le positionnement de Wise Paris quelques commentaires sur les sujets qu'on aborde, alors je dis « on » car, comme je disais tout à l'heure, même si je suis seul salarié aujourd'hui ça s'inscrit dans un réseau et dans une histoire, on a été jusqu'à huit ou neuf personnes au tournant des années 2000, et je m'inscris dans la continuité de tout ça. Je suis arrivé moi-même fin 96, avant de prendre la direction en 2003. Avant on était encore, euh je sais plus, quatre, cinq. Cinq probablement, puis rapidement quatre, et puis...

- *Qu'est-ce qui a fait que...*

Plein, plein de raisons dont probablement une partie de mauvais managéral de ma part. Je suis pas assez porté sur ces aspects et assez strict, j'ai pas été peut-être assez... Y'a une question de gestion humaine derrière ça. On s'est refusé à des licenciements, ben voilà, plein de choix. Mais les causes, quand même, premières, ben c'est... un basculement en 2001. D'abord par rapport à une orientation stratégique forte qu'on avait développé avec le directeur précédent donc qui était Mickael Schneider qui a créé ce bureau en 83. En fait no avait développé un projet très important autour du plutonium, avec le soutien de fondations américaines, donc ce projet qui s'appelait plutonium investigation et qui... dont le site Internet de Wise Paris, qui est un site d'archives, garde la trace. Donc c'était un projet qu'on a réussi à faire financer par au total trois fondations américaines, sur des financements pluriannuels. Et donc, en croisant ces deux critères, je pense que c'est extrêmement rares pour des projets hors des Etats-Unis, d'obtenir ça. Dons c'était vraiment pour nous à la fois un signe de succès et un gage de pérennité, ça a représenté à l'époque plus de 50 % du budget annuel de l'association. Et, en 2001, la crise financière post 11 septembre a conduit à des

restrictions budgétaires très importantes de toutes ces fondations et donc à la perte brutale sur un an et demi de roulement de l'ensemble de ce financement. Voilà c'était vraiment pas prévisible.

Une deuxième conséquence indirecte du 11 septembre, qui a pesé ponctuellement mais fortement, a été le fait qu'on s'est retrouvé embarqué à travers une étude qu'on avait faite et publiée à ce moment là dans une controverse très forte sur les aspects « sécurité nucléaire post 11 septembre ». Quand le 11 septembre est arrivé, on venait de remettre au Parlement européen une étude qu'on faisait depuis un an sur les rejets de retraitement des déchets sur le site de la Hague, qui était une étude sur les rejets en fonctionnement normal dans laquelle on avait jugé utile d'inscrire un chapitre sur les rejets potentiels en fonctionnement accidentel, en fait sur ce risque et... On avait notamment pour la Hague fait une étude, enfin c'était pas une étude c'était deux pages d'analyse simple s'appuyant sur des données de la NRC, donc la..., l'autorité de sûreté américaine, qui montraient qu'en cas de débrayage – c'est à dire de perte d'eau d'une des piscines où est stocké le combustible en attente de traitement, l'échauffement du combustible pourrait donner lieu à une auto combustion des gaines, et donc à un feu d'où pourrait s'échapper des quantités très importantes de matière. Et on avait calculé que globalement ça pourrait conduire à un relâchement de l'ordre de soixante-sept fois le relâchement de Tchernobyl pour un indicateur qui est le césium 237, qui nous semblait être un bon indicateur puisqu'à Tchernobyl il est responsable des trois quart de la dose collective à long terme.

Et donc voilà il s'en est relâché 26 kilos à Tchernobyl et on avait calculé que... soixante-six fois plus. Et on a jugé qu'il était indispensable de publier ça dans le cadre d'un débat qui s'orientait sur « est-ce que les réacteurs sont sûrs ou pas ? ». On a été à la fois traités de la pire manière, donc du coup médiatique, avec Areva qui disait, alors, il faut se remettre dans le contexte, après le 11 septembre réaction des Américains, invasion de l'Afghanistan pour en chasser les Talibans. Donc Areva communiquait sur le fait que le fait que le Parlement européen ait confié à Wise paris une étude sur ce sujet c'est comme s'il avait confié une étude sur le droit des femmes aux Talibans. Donc voilà, ça c'était le niveau d'attaque, et dans le même temps on a été auditionné au plus haut niveau de l'Etat, auprès des conseillers compétents du 1er ministre sur ces questions. Et sans qu'officiellement il y ait de liens de cause à effet, sans qu'on puisse l'affirmer, des mesures spécifiques de protection ont été mises en place à la Hague.

Mais tout ça, cette controverse en tant que telle a peu d'importance pour vous aujourd'hui ; donc tout ça pour dire que ça nous a consommé un temps considérable et pour le coup non financé, hein, parce que y'a eu des actions en justice, des dossiers à monter pour dénonciations calomnieuses et des choses comme ça, y'a eu tout le suivi médiatique, je crois qu'au total on a donné 130 interviews sur cette histoire. Donc voilà en termes de mobilisation et temps ça a été assez monstrueux et ça c'est évidemment ressenti.

Dans les bilans, en fin d'année, à un moment où par ailleurs les ressources se tarissaient, et puis y'avait eu, en 2002, le changement de majorité a clairement fermé, enfin, refermé un certain nombre de porte ou de lieux où l'apport de cette expertise non institutionnelle était reconnue. Donc ça va du gouvernement, puisqu'on avait un contrat de conseil avec le Ministère, avec le cabinet du Ministère de l'Environnement, à l'époque, donc avec le cabinet de Dominique Voynet puis Yves Cochet, jusqu'à des cercles comme le Commissariat général au Plan, où y'avait des groupes de travail sur des aspects prospectives énergétiques, sécurité nucléaire etc. qui faisaient appel à Wise Paris. Le

CNRS également dans certains programmes de travail, voilà, tout un tas de lieux général de commandes, d'expertise et de conseil qui se sont fermés. Voilà, tout ça faisait beaucoup surtout qu'on est resté, puisqu'on avait décidé, avant ça, de la date de 2003 pour la date de succession, on est resté là-dessus avec l'idée que c'était comme ça aussi une façon d'impulser un nouveau départ, puisque les conditions étaient différentes. Et en fait ça a été relativement mal vécu par nos partenaires qui n'ont pas forcément compris que c'était quelque chose de prévu de longue date, qui ont eu peur que le directeur qui quitte Wise Paris soit le signe de... ça a un été un facteur supplémentaire du manque de confiance disons, dans la suite. Voilà grosso modo l'histoire de 2002 et la bascule...

Voilà, donc ça a été un peu compliqué jusqu'à, et ça va peut-être faire le lien avec le type d'activité que je... qui me concerne aujourd'hui, jusqu'à un tournant dans le sens inverse qui a été, peut-être, le débat public sur Flamanville et mon rôle comme conseiller scientifique et technique auprès de la Commission particulière sur le débat public ?, qui m'a placé dans un rôle un peu de... voilà d'intermédiaire, d'interface en tous cas qui a favorisé un repositionnement aux yeux de nombreux acteurs qui correspond à ce qui a toujours été le positionnement de Wise Paris tel qu'on le pense, mais pas forcément tel qu'il est perçu. Puisque, en France pour beaucoup d'acteurs, dès que vous avez un discours critique sur le nucléaire vous êtes « anti »... L'assimilation est facile. Voilà, alors, d'avoir un rôle de conseil, justement aussi de cartographie des enjeux, cartographie des acteurs auprès de la Commission pour identifier les bons sujets, identifier les bons acteurs humains etc., m'a repositionné à ce moment là. Y'a toute ne continuité dans les actions de conseil ou d'expertise auprès d'acteurs institutionnels depuis ce moment là quoi.

Sur le fond et sur les sujets sur lesquels on intervient et encore c'est un « on » qui embrasse toute l'histoire de Wise Paris et ce qui l'en reste aujourd'hui, même si ça paraît paradoxal et ambitieux de revendiquer tous ces sujets en étant le seul à y travailler. Les sujets sur lesquels travaille Wise Paris ça peut se voir un peu comme des poupées gigognes avec un cœur qui est le nucléaire et ses risques, sûreté, sécurité et peut-être plus encore des déchets, des déchets à vie longue et toute la discussion autour du retraitement : ça c'est vraiment le sujet sur lequel je pense que Wise Paris a développé, au cours du temps, le plus d'expertise technique. Autour de ce sujet, la thématique du nucléaire dans l'énergie, avec des problématiques comme la compétitivité du nucléaire, l'impact du nucléaire sur le système électrique dans son ensemble, etc. Une politique encore plus large qui est les politiques énergétiques, les stratégies, la prospective énergétique pour, disons, un avenir énergétique soutenable ; et puis la thématique la plus large qui porte sur tout ce qui est processus d'évaluation et de décisions autour de ces questions.

Voilà donc c'est très vaste et ambitieux de tout couvrir. En fait, le fait de tout couvrir correspond à la fois à quelque chose qui est un peu inscrit dans le patrimoine génétique de Wise Paris qui est ce qu'on appelle nous l'analyse systémique – que d'autres appellent holistique – qui est en tous cas cette idée que on ne regarde jamais un sujet, le plus technique et le plus pointu soit-il, sans le resituer dans un ensemble d'enjeux. Et que ça ne fait pas sens pour nous si on ne le fait pas. D'où une interconnexion qui se fait automatiquement entre ces différentes thématiques dès qu'on aborde un sujet s'inscrivant dans l'une d'elles. Et puis ça continue à faire sens même tout seul de couvrir tout ça, dans la mesure où ça répond... ça... traduit une spécificité ou un apport spécifique de Wise Paris dans les débats, qui est justement sur chacun de ces sujets, dans chacun des mondes qui traitent de ces sujets. D'apporter ce regard transverse et d'importer cette culture des autres

thématiques. Illustration de ça j'ai été pas mal sollicité ces dernières années par... à travers l'Agence de l'énergie nucléaire, donc l'AEN de l'OCDE, pour travailler sur des questions de... Alors, par rapport à toute la discussion sur la radioprotection et la révision des normes de radioprotection, sur la vision des acteurs associatifs et non institutionnels sur les normes de radioprotection et leur évolution. Et en fait ce qui... mon apport qui était de rechercher précisément dans ce cadre là c'était de pouvoir mettre les débats d'experts sur la radioprotection en perspective par rapport notamment à la façon dont ce qui en sort est utilisé, alors interprété et parfois instrumentalisé, par les partisans et les opposants sur le nucléaire, dans les débats notamment sur les politiques énergétiques.

Voilà, c'est un point important qui qualifie davantage ce positionnement qui est donc d'expertise et bien de parler d'une expertise systémique par opposition à une expertise technique ou spécialisée. Ce qui n'empêche pas d'avoir sur certains sujets, en gros ceux sur lesquels on a travaillé le plus, d'avoir développé une véritable expertise technique.

Et puis tout dernier point peut-être de cette très longue introduction – mais je pense que dans votre approche de cartographie c'est loin d'être inutile : les partenaires - et je dis partenaires, au sens clients comme au sens réseau. Donc les sources de financement, en termes de prestation, c'est essentiellement, et ça a été assez vrai tout au long de l'histoire de Wise Paris, un volet institutionnel et un volet associatif. Associatif : Greenpeace, WWF, des associations internationales comme IPPNW [International Physicians for the Prevention of Nuclear War], je sais pas si vous connaissez c'est les médecins opposés à la guerre nucléaire... Les Amis de la Terre au niveau international, je crois qu'on n'a jamais eu de contrat avec les Amis de la Terre France, au niveau international oui. Voilà et puis ponctuellement plein d'autres mais... et au niveau institutionnel, pareil c'est français/européen/international. Français avec, je citais tout à l'heure le CNRS, le Commissariat général au Plan pour les plus anciens, le Ministère de l'Ecologie à l'époque, la Commission nationale de débat public, l'IRSN aujourd'hui, l'ASN par exemple, puisque c'est financièrement loin d'être négligeable, à travers mon contrat de coordinateur du GEP Limousin, ça passe par l'ASN, le Parlement européen, l'AVEN, l'AIEA, l'Unesco... Bon voilà c'est assez varié avec des choses ponctuelles, des choses plus inscrites dans la durée, donc voilà, un mixe. Avec grosso modo un pôle institutionnel et un pôle associatif essentiellement, un peu d'activité conseil auprès des médias aussi mais très souvent ponctuelle et peu rémunérée.

Donc voilà ça c'était sur Wise Paris, maintenant peut-être sur les sujets liés à l'uranium ! En partant peut-être de l'uranium en général ? De la façon dont peut se structurer ce sujet aujourd'hui pour peut-être aller vers le rôle des ONG aujourd'hui et vers l'état des mines et les problèmes de contamination, les outils de recherche et d'expertise comment ça marche et le fonctionnement du GEP à travers la nation d'avis divergents ou pas. Et puis peut-être pour finir les recomb' du rapport. C'est dans cet ordre là que je vais essayer de prendre les points, dans ce que je vois de plus général pour aller vers ce que je vous de plus particulier.

En commençant donc sur l'uranium en général et l'état des lieux, (36.32), l'état du débat, qui a à la fois pas mal évolué et repris une vigueur presque inattendue ces dernières années. Avec essentiellement deux aspects, avec un qui est essentiellement l'aspect « ressources », à la fois du point de vue « ressources énergétiques », « coût » et géostratégie, et un aspect qui concerne les conditions d'exploitation, avec un volet social ou socio-économique et une relation pays développés/pays en développement, et un volet sanitaire et environnemental.

Sur l'aspect ressources, disponibilité, géostratégie etc., au niveau mondial clairement le paysage a changé au cours des... a basculé sur les cinq dernières années on peut dire grâce au succès du discours sur la « renaissance nucléaire ». Qui est au départ une invention des communicants d'Areva et du département à l'énergie américain. J'ai entendu Anne Lauvergeon dans une audition en tous cas expliquer que c'est au cours d'une réunion d'Areva avec la DOI qu'ils avaient pris la décision de lancer le... un discours massif sur la « renaissance » du nucléaire.

- *l'argument qu'ils avançaient pour cette « renaissance » c'était l'absence de rejet de CO2, c'est ça ?*

Alors, y'a plusieurs éléments derrière ça. Tout d'abord, il faut, pour bien analyser les choses, avoir conscience du fait que l'industrie nucléaire a vécu une véritable traversée du désert, du point de vue des commandes de nouveaux réacteurs. Parce que l'industrie nucléaire c'est un truc vaste, puisque ça va de l'extraction de l'uranium jusqu'à la gestion des déchets, en passant par l'ensemble des services aux réacteurs en fonctionnement donc le fait qu'il n'y ait pas de nouveaux réacteurs ne s'est pas du tout traduit par le fait qu'il n'y ait plus d'activité, mais cette activité à, essentielle pour la pérennité de l'ensemble de l'activité nucléaire était en panne. 40.26 Et donc y'avait un niveau d'alerte très fort dans l'industrie mondiale sur cette question. Et en particulier, en Europe, et surtout en France puisque c'est en France que sont concentrées les compétences industrielles nucléaires européennes aujourd'hui, et aux Etats-Unis où la décision politique de George Bush à son arrivée au pouvoir en 2000 de relancer le nucléaire ne s'est pas traduite dans les premières années et ne s'est toujours pas traduite d'ailleurs par des décisions effectives de commandes de nouveaux réacteurs. Donc y'avait... tout ça a justifié une poussée de plus en plus grande, et ça a été un choix politique un moment donné de communiquer sur la « renaissance ». Ce qui implicitement reconnaissait l'état moribond préalable à une renaissance. C'est en ça que c'est un choix politique. L'industrie nucléaire n'a reconnu publiquement ses difficultés que quand elle l'a tourné positivement, sous ce concept de renaissance. Donc voilà c'est un vari choix... quand je disais communication tout à l'heure c'est plus que ça, c'est un choix politique, c'est à dire c'est aussi ce choix qui explique la stratégie des acteurs français à l'international, par exemple de fait d'avoir pris le risque extraordinaire financièrement parlant de vendre à prix bas et garanti un EPR à la Finlande alors même que la France n'en avait jamais construit. Parce que dans la stratégie d'Areva, cette vente, même à perte, devait être le levier pour... d'une montée en puissance des contrats à l'international. Donc voilà y'avait une stratégie très claire de renaissance, enfin de communication autour de la renaissance afin de rendre crédible cette perspective et générer une relance réelle de l'activité. Alors pourquoi ce discours et ces stratégies bon marché ? Ben d'abord parce que les personnes qui ont décidé cette stratégie sont allées loin dans la logique et ont pris des risques comme celui que je viens de citer de l'EPR finlandais. De la même manière que les risques pris en matière d'acquisition par EDF aux Etats-Unis, avec les acquisitions notamment de « constellations énergie » qui se chiffrent aujourd'hui par un milliard de perte passé en provision mais qui étaient... Voilà, c'était une stratégie cohérente. De prendre des positions industrielles aux Etats-Unis pour se positionner pour des contrats pour des réacteurs EPR, idem en Grande Bretagne. Voilà, ils sont allés au bout de la logique en termes de risque industriel à prendre. Ca c'est au niveau des personnes qui vont décider.

Ca a été suivi dans l'industrie de façon assez massive avant ce que j'observe comme une prise de distance importante aujourd'hui. On entend de plus en plus de voix discordantes mais euh... ça a

été suivi pour une raison très simple qui est que, vu de l'intérieur de l'industrie, c'est effectivement une renaissance. C'est à dire que le fait qu'il y ait des nouvelles commandes pour un opérateur comme Areva, ben clairement c'est un changement majeur par rapport aux deux décennies précédentes. Donc voilà ce discours en interne il était complètement cohérent, c'est une renaissance en termes de réacteurs en interne. L'industrie a recommencé à produire des composants, à ouvrir des chantiers de construction etc.

Ce n'est pas du tout une renaissance au sens global du terme c'est à dire au sens où le nombre de commandes de réacteurs se développerait de façon suffisamment rapide pour compenser les fermetures prévisibles de réacteurs arrivant à la fin de leur durée de vie. Alors on peut développer toute une analyse là-dessus mais grosso modo les réacteurs sont quand même vieillissant dans le monde, un grand nombre s'approche de la barrière de quarante ans, et qui pour être véritablement prolongés vont devoir faire l'objet de travaux importants qui mobilisent les mêmes ressources financières, les mêmes ressources industrielles en termes d'usines qui fabriquent les composants, et les mêmes ressources en termes de ressources humaines qu'un nouveau programme de réacteurs. Donc on ne peut pas considérer les deux comme des choses séparées, et les capacités de l'industrie mondiale à répondre à la demande globale de prolongement de réacteurs et/ou de prolongement de constructions, ben si on les regarde aujourd'hui elles sont sans commune mesure avec les besoins. Areva, enfin Areva et EDF ne sont pas capables de gérer correctement deux chantiers en Finlande et en France. Y'a que deux usines dans le monde qui sont capables de fabriquer des composants de réacteurs EPR et à elles deux elles ne peuvent en faire que deux ou trois par an si elles ne font que ça. C'est à dire par exemple si elles ne fabriquent pas de générateurs de vapeur pour renouveler les générateurs de vapeur des réacteurs existants. Voilà, si on regarde les choses factuellement, il est rigoureusement impossible (48.36) que des dizaines et des dizaines de réacteurs sortent de terre dans les années qui viennent et des centaines les dix ou vingt années qui viennent. Et donc, sans préjuger d'une perspective à long terme, où il peut éventuellement y avoir un mouvement de redémarrage à un rythme forcément plus lent et une nouvelle expansion du parc nucléaire à partir des années 20, mais clairement la perspective à court/moyen terme, c'est un déclin à la fois du parc nucléaire, et puisque le parc nucléaire risque de décliner alors que la consommation d'électricité dans le même temps est en très forte croissance, c'est un déclin de la part du nucléaire dans le bilan électrique et dans le bilan énergétique.

L'analyse technique montre qu'il y a – forcément on peut discuter sur le niveau, c'est peut-être un petit déclin, c'est peut-être un gros déclin et pas de redémarrage derrière ça on peut tout à fait avoir des avis d'experts sur les dynamiques qui vont faire que ça redémarre dans un sens ou dans l'autre mais en tous cas, on observe pas... on observe un écart significatif entre le discours sur la renaissance et la réalité de l'évolution du nucléaire mondial. Et vu de l'extérieur, ce discours sur la renaissance a de plus en plus de mal à être crédible, et je pense qu'il passe de moins en moins, mais il a fonctionné au moins dans un premier temps, et je pense sur un ressort que j'englobe dans ce que j'appelle « les utopies conservatrices », c'est à dire, comment dire, l'idée que le recours à la technique, à la technologie, peut nous épargner la perspective d'une transformation plus profonde de la société. Quand on regarde les enjeux climatiques et d'épuisement des hydrocarbures, il semble assez évident que le moteur de la société moderne doit changer. Et y'a deux réflexes possibles par rapport à ça, un réflexe qui consiste à y voir quasiment l'opportunité d'une transformation qui serait porteuse de plus de justice sociale, environnementale etc. Puisque le moteur pétrolier énergétique de la société est aussi un facteur d'inégalité que ce soit nord/sud que ce soit au sein des pays riches,

etc. Y'a l'idée de revoir l'ensemble de la croissance, avec un débat secondaire qui est croissance verte/décroissance, en tous cas l'idée de repenser tout ça et donc de transformer la société pour répondre à ces enjeux, et puis e réflexe inverse, qui est un réflexe conservateur, qui est de dire « non je vais préserver autant que possible la société de tout changement et donc je me tourne vers une substitution d'une technologie à une autre. Et donc je crois à une substitution du pétrole par le nucléaire ou par les renouvelables ou par les deux. Alors c'est quelque chose qu'on entend beaucoup de la part du nucléaire, l'industrie nucléaire dit je suis la seule énergie disponible massivement et ne produisant pas de carbone », ce qui est un argument tout à fait audible en France et dans les pays où le nucléaire est développé mais risible ailleurs et absurde au niveau mondial, puisque le nucléaire aujourd'hui représente moins de 3% de la fourniture au consommateur de l'énergie finale, c'est à dire de l'énergie dans le monde. Donc si chaque réacteur est massif et que ça créé l'illusion de quelque chose de très gros, en fait en bilan global c'est très petit c'est même marginal. 55.00 C'est beaucoup plus petit d'ores et déjà que les énergies renouvelables, puisque la seule hydroélectricité fait plus, la biomasse est trois à quatre fois plus importante que l'hydroélectricité, et si on parle non pas bilan mais développement en cours, le seul éolien, aujourd'hui, se développe, en termes de capacités installées, beaucoup plus vite que le nucléaire. Donc ça fait pas sens mais ça fonctionne par rapport à cette idée que le nucléaire qui est un truc qu'on a, qu'on connaît, qui fait peur à certains et pas à d'autres, pourrait être une solution écologique pour ne pas trop changer les choses. Mais le même argument existe du côté des partisans du renouvelable. C'est à dire qu'il y a dans le lobby de plus en plus constitué et puissant des énergies renouvelables, y'a un discours qui est purement et simplement un discours de substitution. Alors moi je pense que ce discours ne fonctionne pas dans un cas comme dans l'autre parce que justement la substitution qui est nécessaire parce que on va continuer à avoir besoin d'énergie dans tous les cas et qu'on ne peut plus continuer à utiliser les hydrocarbures, qu'on ne peut plus reposer... enfin, même si on sépare la question pétrole/gaz avec leur épuisement du charbon, qui n'est pas menacé d'épuisement, la question climatique fait qu'il faut en sortir aussi. Donc dans tous les cas il faut une bascule, mais cette bascule elle n'est possible que si on maîtrise la consommation d'énergie. Elle n'est possible que si la priorité des politiques énergétiques est de rationaliser nos consommations. 57.23 Ce qui veut dire dans les pays développés, à la fois être plus efficaces mais aussi mettre fin à un certain nombre de gaspillages. Et ce qui veut dire aussi dans les pays émergents ou en développement, construire les infrastructures, enfin, tout ce qui structure la consommation, infrastructures et équipements, de la façon la plus efficace et rationnelle possible. Et tous les scénarios d'ailleurs montrent que... le principal levier de ce côté là [...] L'idée de la renaissance elle a fonctionné auprès d'un certains nombre de décideurs et d'une partie de la population qui avaient envie d'une certaine manière d'acheter cet argument selon lequel on peut développer massivement le nucléaire et que développer massivement le nucléaire résoudrait en grande partie la question du changement climatique et la question des ressources aussi. Juste pour fixer les ordres de grandeurs de à quel point il faudrait le développer, si on revient au moins de 3 % que j'évoquais tout à l'heure, grosso modo, si on réduit de 30 %, toute chose égale par ailleurs c'est à dire à consommation constante, les émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui, ça voudrait dire construire environ 4000 réacteurs dans le monde, sachant qu'on en a 400. Alors 4000 c'est évidemment un chiffre moyen, tout dépend de la capacité, 4000 réacteurs de la capacité des 400 réacteurs d'aujourd'hui, c'est pas des EPR, mais bon peu importe, si on dit que c'est des EPR ça fait peut être que 2000, 2000-1500, ça reste énorme et ça reste sans commune mesure avec ce qu'on est capable d'envisager en 2020-2030, alors que c'est à cet horizon là qu'il faut que la transition soit

fortement engagée. Quand on regarde les objectifs du GIEC c'est pas en 2049 qu'il faudra réduire massivement les émissions pour un objectif 2050. Comme y'a un effet cumulatif de tout ça, c'est bien en 2020, le GIEC dit... il dit à la fois qu'il faut avoir réduit, qu'il faut qu'on divise par deux, alors par deux c'était par rapport à 2010 donc c'est encore plus aujourd'hui les émissions mondiales en 2050 et il dit aussi qu'il faudra avoir, qu'il faut que l'inflexion de la courbe se produise au plus tard aux environs de 2020. Donc encore une fois d'un point de vue technique et fonctionnel le nucléaire est hors sujet comme solution massive – encore une fois ça n'enlève rien à des débats sur le recours ponctuels au nucléaire dans certains pays, ou une partie de l'équation, moi j'ai un avis aussi sur cette question mais qui hors sujet ici.

Voilà le discours sur la renaissance il a vraiment fonctionné sur cet aspect psychologique je pense. Mais il a pendant un certain temps fonctionné, et plutôt bien, même si aujourd'hui sa crédibilité est entrain de s'éroder très vite parce que les mêmes leaders d'opinion qui ont cru en certaines promesses de l'industrie, observent aujourd'hui que ces promesses ne sont pas tenues dans l'évolution du parc mondial, dans les difficultés sur l'échantillon en Finlande ou en France etc. Dans l'absence de commande aux Etats-Unis... Donc ça reste très fragile, se placer dans l'actualité, y'avait la semaine dernière une visite du président Zuma en France, y'a des accords la semaine dernière qui ont été négociés qui restent des accords de partenariat assez faibles pour le moment par rapport à des véritables accords commerciaux mais qui sont la préparation d'éventuels accords commerciaux et c'est clair que l'industrie française sera à mon avis prête à consentir d'importants sacrifices pour obtenir un gros contrat en Afrique du Sud qui permettent de régénérer cette illusion, ce discours, etc.

Alors pourquoi toute cette analyse sur le fait que ça a fonctionné ? Ben parce que ça a eu un impact très important sur la question de l'uranium. C'est peut-être pour ça que c'était utile de passer par ce long commentaire puisque sur la question de l'uranium, on était dans une situation d'absolue non pénurie, au contraire les prix de l'uranium était bas, on continuait à puiser dans les stocks issus de l'uranium militaire, les capacités minières en exploitation permettaient de faire face à la demande etc., et puis ce discours sur la renaissance, il s'est traduit par des prévisions sur l'augmentation rapide de la demande de combustible. Qui, une fois encore ne sont pas des prévisions très réalistes, mais y'a une espèce d'auto-intoxication de l'industrie à partir de cette promesse et ces prévisions ont conduit à la fois à des tensions, en partie par spéculations, sur les cours de l'uranium, qui du coup, ont modifié l'évaluation de rentabilité de mise en exploitation de mines connues. Et puis, on justifiait à plus long terme une vision croissante des besoins en uranium, qui elle soutient une activité, un redémarrage, puisqu'elle était carrément arrêtée, de l'activité d'exploration. 01.05.21 Voilà donc l'industrie minière d'uranium s'est placée dans une configuration très expansionniste ces dernières années, trop et... Et la correction est entrain de se faire. Mais ça s'est traduit par des décisions et desancements de projets importants, je pense par exemple aux projets au Kazakhstan et à Imouraren au Niger, mais pas tous les projets, c'est à dire qu'il y a aussi des projets d'Areva, par exemple au Canada, qui sont gelés – aussi pour certains pour des raisons techniques, c'est évidemment un ensemble. Et puis ça s'est traduit par une relance des perspectives d'exploitation et une action concrète d'exploration où la mise en discussion de nouveaux projets dans beaucoup de zones dans le monde, dont certaines sensibles, je pense à la Finlande... Dans chaque cas, y'a une composante « population indigène » dans les cas qui sont les plus marquants dans les débats actuels, y'a les projets au Canada autour du Saint-Laurent y'a des choses avec les populations, avec des impacts sur les réserves indiennes etc. Y'a là aussi cette dimension. Y'a aux Etats-Unis, avec les

populations indiennes Navajo. Y'a des choses également en Amérique du Sud, au Brésil en Argentine au moins. Je sais pas si y'a pas des choses au Chili... y'a au moins le Brésil et l'Argentine qui ont des projets. Y'a des choses en Afrique du Sud. Voilà y'a plusieurs pays où les problèmes se posent donc à chaque fois avec des contextes très différents. Et du coup, les populations locales sont évidemment partagées, dilemme classique, entre la perspective... le bénéfice de l'activité industrielle surtout pour des régions sous développées ou des régions en panne de développement dans les pays développés, y'a les deux cas de figure. Mais aussi, dilemme entre cet aspect potentiellement positif et puis l'aspect négatif qui recouvre à la fois les conséquences socio-économiques négatives, l'impact sur leur activité, sur l'activité traditionnelle au sens fort ou traditionnelles simplement au sens usuel et actuel des territoires, mais ça peut être y compris traditionnelle au sens fort... En Finlande, par exemple, les Lapons s'inquiètent de l'impact d'une contamination en uranium sur la vente de viande de rennes et donc sur leur activité économique traditionnelle d'élevage de rennes. Donc y'a l'aspect « impacts socio-économiques négatifs », et puis évidemment l'aspect pollution environnementale et sanitaire. Et là, comme d'habitude, enfin comme d'habitude, sur ces sujets on retombe dans la problématique, vous l'évoquiez tout à l'heure, de la difficulté à faire la preuve etc. Ce qui est de la problématique de l'exposition à faible dose et de l'impact à long terme, de la difficulté des études épidémiologiques etc. de la peur aussi, enfin des ressorts classiques d'inquiétude des populations, de certitudes des experts de l'industrie sur... ?

Quelques mots sur les aspects géostratégiques peut-être, en tout cas, en France il y a de plus en plus l'articulation entre uranium et sécurité énergétique est de plus en plus questionnée. Je ne sais pas si vous avez vu dans un papier de Stéphane Lhomme assez récent, je ne sais pas de quand ça date. « Kadhafi - Nazarbaïev, est un combat ». ça il faut que je vous fasse suivre parce que c'est très très éclairant. En fait, vous voyez qui s'est Stéphane Lhomme ?

Alors Stéphane Lhomme, il a longtemps travaillé pour le Réseau Sortir du Nucléaire. D'accord ? Et il était porte-parole du Réseau Sortir du Nucléaire. L'histoire est un peu compliquée, avec une partie publique qui n'est pas toute l'histoire et une partie interne qui ne s'écoute pas, mais en gros c'est qu'il a pris de plus en plus de place dans son rôle de porte-parole avec des orientations qui n'étaient pas les orientations du réseau. Voilà, tout ça a conduit à son départ dans des conditions panosses (?), avec un licenciement avec un règlement de comptes et voilà. Et il est aujourd'hui, en fait il s'exprime à travers un truc qui s'appelle l'Observatoire du Nucléaire. Il a créé un site, je ne sais pas exactement quel est le statut de ça et où ça s'inscrit. En tout cas, il a fait un papier dans ce cadre là très récemment suite aux événements en Lybie, sur Kadhafi - Nazarbaïev. En gros, à la fois en dénonçant l'attitude des démocraties occidentales et en particulier de la France vis à vis de Kadhafi, en lien avec les puissances pétrolières de ce pays, et en faisant un parallèle avec l'attitude complaisante de la France vis à vis de Nazarbaïev au Kazakhstan en lien avec les ressources uranifères de ce pays et le projet de France de développer son activité. C'est un papier que je trouvais pas idiot. Et, en tout cas, c'est un débat de plus en plus présent, c'est à dire... Je ne sais pas si se sont des choses que vous connaissez ou pas, les aspects indépendance énergétique, comment ça se calcule, comment ça... Mais l'indépendance énergétique a un taux officiel français qui est de 50%, d'accord ? En gros, on dit, on est passés de 25% à 50% d'indépendance énergétique grâce au nucléaire. Le programme nucléaire des années 70 a atteint son objectif. Il y a deux conventions très importantes pour le calcul de ces 25% d'indépendance énergétique, qu'on peut considérer comme des biais, en tout cas, qui sont des conventions. La première c'est de calculer en énergie primaire et pas finale. ça veut dire que quand on divise pour

obtenir le taux d'indépendance l'énergie qu'on produit en France par l'énergie qu'on consomme en France, on compte les deux tiers dissipés sous forme de chaleur par les réacteurs français. Evidemment, compter deux tiers, un numérateur et un dénominateur, ça fait un taux plus fort que si on l'enlevait. Et puis, la deuxième convention c'est de dire quand on importe de l'uranium qu'on enrichi en France, et qu'on le brûle dans une centrale nucléaire, c'est une production d'énergie française. Alors que quand on importe du pétrole, qu'on le ramène en France et qu'on le brûle dans une centrale thermique, pour faire de l'électricité, c'est une production... c'est une importation d'énergie.

Le truc c'est que si on change de convention, et on calcule en énergie finale on compte l'uranium comme importation, on passe, en faisant le même calcul, je dis on passe de 25 à 50% d'un taux officiel, dans un taux corrigé, on passe de 20% à 15%. Donc non seulement l'image de l'indépendance énergétique actuelle change complètement et en plus on l'a divisée par deux au lieu de la multiplier par deux, avec le développement du parc nucléaire. C'est une question de convention, c'est à dire, on représente avec une convention la même réalité, après dans les réinterprétations, simplement voilà ce sont des conventions qui sont quand même assez critiquables et en particulier celle sur l'uranium que le gouvernement justifie en fait par l'idée que la sécurité d'approvisionnement est bien plus grande pour l'uranium que pour le pétrole. Alors, sécurité d'approvisionnement parce que 1) assuré en partie directement par une entreprise publique, française et publique, 2) parce que nous faisons appel à des pays plus stables que les pays pétroliers ou gaziers.

Si on parle du Kazakhstan, si on parle du Niger, avec les tensions qu'on y voit et l'enjeu visiblement stratégique qui constitue la présence française sur place, je ne suis pas sûr qu'on puisse parler de stabilité et de sécurité d'approvisionnement. Si on parle de l'Australie et du Canada, bien sûr, mais voilà... c'est évidemment du... Et encore, bien sûr, l'Australie a des clients comme la Chine qui sont beaucoup plus proches, qui ont une vraie perspective de croissance de leur part cet l'Australie est beaucoup plus sensible aux intérêts commerciaux des chinois aujourd'hui qu'aux intérêts commerciaux des français.

Et puis, sur le fait qu'Areva soit entreprise publique et que ça garantisse l'approvisionnement c'est peut être le moins mentionné dans une perspective de filialisation et donc l'incertitude que ça introduit dans ce domaine. Voilà, donc c'est critiquable et de plus en plus la question de la géostratégie des approvisionnements en uranium devient une vraie question, pas seulement économique ou industriel, de développer une exploitation dans ici ou là, mais réellement géopolitique.

Un tout dernier point les controverses et l'état des discussions sur l'aspect uranium en général, je serai moins long je pense sur ce point mais c'est aussi pour placer l'ensemble du débat. Il y a une discussion un peu récurrente sur les ressources en uranium, sont-elles suffisantes ou pas, etc... Alors, c'est une discussion que je trouve personnellement difficile et un peu oiseuse parce biaisée. Difficile parce qu'on n'est pas du tout au même point de connaissances techniques sur ces ressources que pour les ressources hydrocarbures. On n'a pas fini l'exploration du sous-sol et donc on ne sait pas quelles sont réellement les réserves. La question du coût d'extraction est évidemment fondamentale parce que, contrairement au pétrole et au charbon, qui sont des formations géologiques particulières, l'uranium, il est présent partout, en teneur plus ou moins forte. Donc on

peut toujours étendre l'extraction d'uranium si on va vers des taux plus faibles. ça coûterait plus cher mais la ressource est là. Alors que la ressource pétrolière, pour le moment, même à coût croissant... enfin, on a beaucoup plus de visibilité sur la ressource pétrole et son épuisement que sur la ressource uranium et son épuisement. ça c'est la première partie, la première difficulté de la discussion. La deuxième partie de difficultés de la discussion c'est le fait que les hypothèses que l'on se donne sur l'évolution des besoins sont évidemment importantes et que, pour moi, en tout cas on n'est pas dans la certitude d'une augmentation des besoins. On est plutôt, dans mon point de vue, dans une évolution probable à la baisse des besoins et, en tout cas, je pense qu'il y a une incertitude la fourchette peut être grande. Donc ça c'était les difficultés et pourquoi oiseuse ? Parce que, en fait, l'argument de l'épuisement de l'uranium est utilisé et complètement manipulé par des raisons opposées dans les deux camps. Alors, il est manipulé par les antinucléaires qui en fait se servent de la prise de conscience de l'épuisement des ressources fossiles pour faire le parallèle avec le nucléaire, à juste titre ce qu'ils disent c'est terminologique, je reprends volontiers que le nucléaire est comme les énergies fossiles une énergie de stock et pas une énergie de flux, par opposition aux énergies renouvelables qui s'appuient sur des flux naturels (lumière, vent, eau, etc.) ou flux de la biomasse à travers photosynthèse... Voilà, là on consomme des stocks non renouvelables, ou renouvelables à des temps géologiques comme le pétrole, pour produire de l'énergie et donc voilà, ils se servent de ça pour disqualifier le nucléaire et ils ont tendance à exploiter les chiffres vers le bas pour dire « il ne reste que quelques dizaines d'années d'uranium pour l'exploitation », etc. Encore une fois qu'on voit toutes les incertitudes que j'ai évoquées précédemment, c'est pas très sérieux d'avancer un chiffre pareil. Les partisans du nucléaire, en particulier les plus technos d'entre eux, c'est à dire typiquement en France ce qu'on appelle des ingénieurs COA, c'est à dire, voilà, les acteurs qui ont une vision qui a sa cohérence dans le nucléaire, comme on l'appelle aujourd'hui de 4ème génération, une invention de com, un nucléaire de sur-générateurs. Ils considèrent que le nucléaire actuel fondé sur l'uranium n'est qu'une étape vers un nucléaire durable, qui doit exploiter le plutonium. Et quand je dis ingénieurs COA, ça c'est la vision stratégique d'origine du COA dans les années 60, 70, qui a donné lieu au programme du sur-générateur et qui n'est pas abandonné, au contraire par qu'une partie de l'appareil nucléaire aujourd'hui. Et dans cette vision là, le bon nucléaire, c'est un nucléaire de sur-générateur type Superphenix ou projet Astrid prévu pour 2020, avec 2 réacteurs de 4ème génération à la française. Donc des réacteurs qui consomment un peu d'uranium au départ mais qui sont capables de générer ensuite plus de plutonium qu'ils n'en consomment et donc de reposer sur un énergie de flux d'une certaine manière et non plus de stocks. Alors ça c'est une vision qui est très critiquée à la fois du point de vue de sa faisabilité technique et de sa faisabilité économique et de ses implications en termes de risques. C'est absolument pas sans conséquences du point de vue de la sûreté car c'est des réacteurs plus sensibles du point de vue de la sécurité parce que par rapport à la prolifération générer des flux de plutonium est un vrai sujet, du point de vue des déchets c'est pas sans conséquences et donc c'est critiqué mais voilà les partisans de cette solution se servent aussi de l'argument de l'épuisement de l'uranium, parfois en utilisant les mêmes chiffre que les anti-nucléaires, pour pousser au développement de ces filières 4ème génération. Voilà c'est un débat très instrumentalisé presque un faux débat sur le fond. Voilà sur les aspects assez généraux.

Alors le rôle des ONG dans tout ça et des acteurs associatifs non institutionnels, etc... je pense c'est un peu plus difficile mais il faut probablement distinguer assez fortement plusieurs sortes d'acteurs de ce point de vue en fonction de leur point de départ pour aller vers ce sujet. Alors heu typiquement un commentaire de fond derrière ça c'est que l'attention qui est globalement

portée aux conséquences environnementales et sanitaires de l'extraction d'uranium et globalement ou a été sans commune mesure avec son poids réel comparé à d'autres étapes de l'activité nucléaire. Ce que je veux dire par là c'est que c'est clairement là que les impacts potentiels en fonctionnement normal, je ne parle pas du tout du risque accidentel, sont les plus importants mais à la fois c'est pas là qu'ils sont les plus importants du point de vue accidentel justement, hein, les risque de situation beaucoup plus grave que prévue on les envisage plutôt sur la partie réacteur ou sur la partie déchets qu'on aurait prévu de bien stocker et où ça se passe mal. D'une certaine manière là on a prévu que ça ne se passerait pas très bien environnementalement parlant donc c'est devenu un non-sujet. J'exagère hein je pousse le bouchon. Mais il y a de ça et puis jusqu'à la période récente ça n'était pas un maillon stratégique dans la lutte entre les partisans et le opposants du nucléaire.

Vu de l'industrie son approvisionnement en uranium semblait suffisamment sécurisé. Vu des opposants la une stratégie d'étranglement par l'amont en arrêtant les exploitations d'uranium, etc... était probablement, en tous cas a été perçu, consciemment ou inconsciemment, hein, je ne sais pas à quel point ça a été discuté mais enfin a été perçu comme heu comme comme moins porteuse que une stratégie portée sur les réacteurs eux-mêmes et sur l'aval. Donc c'est un mix de préoccupations réelles des différents acteurs et de considérations tactiques. Mais en tous cas en tous cas ça c'est vrai que jusqu'à récemment et c'est encore plus vrai en France qu'ailleurs, jusqu' à récemment ça n'était pas un sujet important... dans l'ensemble des sujets sur le nucléaire alors même qu'il ya avait des éléments sur la table pour penser que c'était important. Dans le jeu d'acteurs, ça a été un peu négligé et le ben le voilà le fait que un redéveloppement de l'extraction d'uranium apparaisse comme stratégique dans la perspective d'une renaissance du nucléaire non pas au sens au sens entendu par l'opinion publique redémarrage machin expansion du parc etc mais au sens stratégique pour l'industrie nucléaire elle même de continuité de son activité. C'est à dire l'enjeu de la renaissance c'est d'empêcher le déclin, hein, pour revenir à ce qu'on disant tout à l'heure, de l'empêcher ou de le freiner pour rendre possible un redémarrage plus lent. Dans c'est beaucoup plus une résistance qu'un vrai mouvement positif. Mais en tous cas dans cette résistance la question de l'exploitation des mines d'uranium à la fois l'exploitation actuelle enfin au départ ça a été... Enfin la montée en puissance de ce sujet est passé par des alertes liées à la mise en exploration, à de demandes de permis d'explorer, etc... relance qui a relancé l'intérêt pour l'exploitation en cours. Ca c'est le mouvement international, inclus, inclus sur ?????? par exemple puisque ils regardent les activités françaises, qui n'est pas le même mouvement sur les mines françaises arrêtées et d'un truc comme le GEP même si c'est pas sans relations.

Alors heu les hypothèses que je peux faire, deux hypothèses que je peux faire dans ce domaine c'est que d'une part le fait que l'activité soit terminée a permis d'ouvrir le sujet et d'aller plus loin en termes d'expérimentation de la façon de le traiter que le sujet qui serait justement stratégique au niveau national. Et l'hypothèse du plus long terme, vue d'Areva, je ne sais si c'était présente dès l'origine du GEP, en tout cas, c'est quelque chose que j'ai ressorti depuis, la... disons... la bonne volonté d'Areva dans ce dispositif elle est bien sure le produit d'un certain nombre de considérations et correspond à un intérêt bien compris d'Areva qui inclut le fait d'avoir à travers une conduite exemplaire en France sur la communication et de la dilapidation des mines une vitrine à l'international. Je pense que ça fait partie des, ça fait partie des enjeux et ça explique notamment le projet d'Areva de construire une espèce de centre pour visiteurs à Bessines, je ne sais pas si vous en avez entendu parler de ça.

- Pas du tout.

- Vous allez rencontrer Areva, je pense, de toute façon.

- Oui.

- Donc ils ont décidé il y a 2 ans de construire à Bessines un centre de visiteurs sur, voilà, les mines d'uranium... Bessines, pardon, Bessines c'est au cœur du Limousin, qui est la région qui a fourni personnellement le plus d'uranium français et c'est le site où Areva conserve aujourd'hui ses compétences, à la fois au niveau géologique et etc. pour l'international et ses compétences sur toute la gestion de l'après-mine au niveau français. Voilà, ce centre pour visiteurs c'est à la fois une vitrine au niveau national mais aussi probablement avec une préoccupation, une arrière-pensée internationale.

Donc voilà c'est devenu un vrai sujet, à valoriser ou à dévaloriser, et du coup, pour reprendre ce que j'ai dit tout à l'heure, tout dépend du point de départ des ONG pour arriver sur ce dossier. Beaucoup d'ONG viennent actuellement avec un point de départ qui est cette lutte globale contre le nucléaire. Et avec un choix de mettre ce sujet là sur les flux d'actualité. Et de dénoncer l'angle évident et la dénonciation des conditions d'exploitation c'est en général combiné avec un discours plus politique sur voilà la mise en perspective de cette exploitation par rapport aux intérêts politiques, économiques, etc. des pays qui exploitent. Des pays où c'est exploité. Mais, de plus en plus, les ONG développent un discours sur ce qui se passe en termes d'exploitation et des retombés pour les pays concernés. Greenpeace avait fait un rapport ou quelque chose comme ça sur le Niger l'an dernier. Je ne sais plus si c'était le Niger ou le ????. Et puis il y a ce rapport tout récent Sumo ???, je ne sais plus comment ça s'appelle, dans quel est impliqué, je ne sais plus si c'est Wise ou Amsterdam ou si c'est Wise Uranium qui est encore un truc à part, qui est un projet rattaché à Wise Amsterdam et qui fonctionne vraiment de façon autonome et qui est la, pour le coup, une des principales références au niveau mondial en termes d'information sur l'extraction d'uranium dans ces aspects socio-économiques et environnementaux. Je ne sais pas si vous connaissez le site de Wise Uranium Project, c'est au moins à regarder. Le gars, il s'appelle Peter Diehl, passe son temps à ça, quoi, il suit l'évolution de l'activité de l'uranium dans tous les pays, les gros projets, les réhabilitations, les études qui sortent, tout... Et c'est, quand je dis la référence, y compris au sein de l'industrie. C'est une source d'information reconnue et utilisée par tous les acteurs.

- D'accord, ok.

- Fiable et reconnue.

Donc voilà, il y a des ONG qui viennent par intérêt à partir de ... ?? nationales ou internationales et il y a des ONG qui viennent... alors... par intérêt de défense territoriale, locale. En tout cas, de défense d'acteurs concernés. Les populations concernées par l'exploitation, voir par l'exploration, constituent des collectifs ou les associations de protection de l'environnement sur place se mobilisent ou des associations culturelles avec des composantes indigènes, etc. Il y a donc énormément de mouvements dans ce sens là aujourd'hui et ça, ça concerne les associations dans les pays où se fait l'exploitation d'uranium. En France ça existe pas, peu. Il y a des associations locales mais on est plus sur les aspects environnementaux que les défenses des victimes à proprement parler. En France, le radon a été reconnu comme facteur cancérigène, on a en plus, grâce entre

guillemets à l'accord (à la corde ??) des travailleurs des mines d'uranium puis identifié un facteur aggravant qui est la consommation de tabac, ce qui est un effet multiplicateur des deux risques cumulés. Donc on a pu observer ces choses là.

- Est-ce qu'il y a au niveau de... parce que j'ai vu des choses dans ce sens... au niveau de la sécurité social... enfin... il y a des maladies qui sont reconnues comme maladies du travail, du coup les employés vont être peut-être indemnisés ou ces choses là, mais les riverains ne peuvent pas prétendre à ces indemnités. C'est...

- Alors, tout à fait. Aujourd'hui c'est reconnu comme facteur cancérigène, donc il est possible, après je ne sais pas dans le détail si c'est... dans quelles proportions c'est fait, si c'est juste ou pas, il faudrait aller voir les syndicalistes pour ça, probablement. En tout cas, il est possible aujourd'hui pour un ancien travailleur des mines d'uranium françaises de faire reconnaître un cancer des poumons comme issu de son exposition au radon dans les mines. Je ne sais pas en ce qu'il en est d'autres pathologies. Je ne sais pas parce qu'on a très peu travaillé sur cette dimension là au niveau du GEP, presque par choix je dirais, parce que notre mission elle portait vraiment sur la gestion à long terme des sites, à partir de la situation actuelle, et donc la question même des travailleurs était hors sujet même si c'était évidemment importante. Donc on a... on n'a pas regardé ça. Il y a d'autres pathologies qui pourraient être envisagées, notamment liées à l'uranium ou au radon comme les tumeurs(?), ça je ne sais pas en quelle mesure sera reconnu ou pas. En tout cas, cette reconnaissance qui peut exister pour les travailleurs effectivement n'existe en aucun cas pour les populations. Aujourd'hui, on est quand même encore très, très en retard dans la prise en compte du risque radon, qui est le premier risque auquel les riverains peuvent être exposés, dans leurs habitations.

Voilà donc les ONG en France ne sont pas tellement centrées sur la défense des victimes, parce que c'est justement une caractéristique de ce dossier c'est qu'il n'y a pas de victimes à proprement parler. Il y a les travailleurs de mines, je ne sais pas s'il existe une... je ne sais même pas s'il existe une association constituée pour leur défense ou si ça passe uniquement par les syndicats. Pour le reste, dans le débat actuel, par rapport à des sites fermés, et où se pose la question de leur réaménagement en plus long terme, voilà. Il n'y a pas de victimes, il n'y a pas de valeur ?? sanitaire, c'est un peu un paradoxe d'ailleurs. Quand on regarde les expositions... parce qu'Areva réalise des évaluations d'exposition au rejet... d'exposition à la radioactivité du fait des sites miniers... Et quand on regarde les évaluations qui sont faites aujourd'hui, pour des sites qui sont pourtant fermés, on arrive à des doses, estimées hm ? c'est que du calcul, c'est pas mesuré, qui s'approchent voire dépassent légèrement dans certains cas, le seuil d'1 millisievert par an. Alors, voilà, le millisievert c'est une mesure de dose de radioactivité reçue, tout ça est compliqué, mais en gros la réglementation internationale et nationale dit qu'on ne devrait pas subir plus d'1 millisievert par an de radioactivité ajoutée du fait des expositions... bien... du fait des activités nucléaires. Ajoutée ! Parce qu'on est tous exposés à de la radioactivité naturelle dans des quantités variables selon où on habite et selon notre mode de vie, etc. Mais on a ajouté cette limite d'1 millisievert. Pour la petite histoire, c'est une limite qui a été introduite dans la réglementation du nucléaire il y a... dans les années 90, qui devait s'étendre à la réglementation minière et qui en fait, même si elle est appliquée dans les évaluations... enfin... elle est appliquée localement par les autorités vis-à-vis des exploitants, en fait dans le code minier on reste sur 5 millisieverts. Et c'est pas... qui était la réglementation précédente... mais c'est pas anodin en fait qu'on ne l'ait pas adapté, c'est lié au fait que 1 millisievert

n'est pas toujours sur le terrain effectivement garanti. Le fait qu'on soit en-dessous d'un millisievert. Donc, on arrive à des doses selon les sites et pour les populations les plus exposées qui sont des populations peu nombreuses en général, puisqu'on est dans des territoires ruraux, où s'est exploité la plupart du temps. En tout cas, on arrive à des doses de quelques dixièmes à de l'ordre d'1 millisievert.

Et c'est intéressant de comparer avec les doses qu'on obtient par une autre méthode pour les centrales nucléaires à Claire...ger ou pour une usine comme La Hague qui sont plutôt de l'ordre en microsieverts d'une dizaine de microsieverts. Donc 100 fois moins, d'une ordre de grandeur de 100 fois moins pour des populations potentiellement plus nombreuses mais 100 fois moins. Et donc c'est en ça que je dis que ça aurait dû être un vrai sujet, ça aurait dû être un vrai sujet et que... voilà, s'est... s'est passée un peu, un peu à l'attrape. Mais du coup on peut se poser la question aujourd'hui de l'exposition des populations y compris à long terme par rapport à ces doses là.

On aurait dû, si ces chiffres voulaient dire quelque chose, les regarder beaucoup plus et agir beaucoup plus dans ces cas là que dans d'autres secteurs où on est, dont on s'est beaucoup occupés et, typiquement, c'est intéresser de regarder la différence avec La Hague où un groupe pluraliste avait été créée, alors même que les évaluations des doses des populations étaient de cet ordre, de une dizaine de microsieverts, parce que il y a eu une alerte épidémiologique sur des cas de leucémie... de l'enfant. Donc là il y avait des victimes potentielles. Voilà.

Qui n'existent pas sur le dossier des mines d'uranium du Limousin, sachant en plus que... évidemment un travailleur qui décède d'un cancer issu des mines d'uranium c'est aussi dramatique que les personnes du public qui décèdent de l'impact des mines d'uranium mais que le deuxième sera beaucoup plus facile... le deuxième sera approprié par le débat comme victimes plus facilement qu'ouvriers. Voilà. Le travailleurs est une victime mais il est dans un contexte beaucoup plus particulier. Il y a pas forcément la même empathie de l'ensemble du public. Il n'y a pas la même empathie, il n'y a pas la même empathie. Deux cas potentiels de leucémie de l'enfant, quelques cas particuliers de leucémie d'enfant autour de La Hague et ça a mobilisé beaucoup plus que pourrait le faire des dizaines de cas de travailleurs. On peu considérer ça comme juste ou injuste mais ça fait partie de la réalité de la psychologie sociale, disons, des médias, de la population, des acteurs publics, etc.

- Est-ce que vous pensez que les ONG jouent là dessous en tout pour faire peut-être avancer leur combat, choisissent volontairement, stratégiquement, des choses qui vont peut-être plus émouvoir...

- Bah... les ONG... ces aspects de radioprotection sont exploités des deux côtés, c'est à dire... eh... le doute scientifique devient dans le débat public source de confusion et donc d'instrumentalisation... et... dans côté, dans côté le fait de pouvoir dire je respect une norme, dont on ne sait pas très bien à quoi correspond, et je... et vous ne pouvez pas montrer des cas de personnes malades à cause de leurs activités est utilisée par l'exploitant et, à l'envers, la moindre suspicion d'un cas est utilisé par les opposants. Ca c'est classique. Mais sur les mines d'uranium françaises, en tout cas, il n'y a pas tout à fait... il n'y a pas une figure claire de la victime. Et ça joue forcément sur le débat, ça lui retire, ça retire du dossier une portée politique mais ça lui donne un certain... ça donne une certaine liberté pour travailler ce dossier. Donc sur les mines d'uranium françaises, j'essaye de reprendre le fil, il n'y a pas de victimes comme ça, identifiées, mais des alertes

sur... donc pas l'alerte sanitaire, mais des alertes sur le fait de s'approcher d'une norme, qui n'est pas très alertant, très alarmant pour l'opinion, des questionnements aussi sur l'aspect environnemental. Ce qui a été intéressant dans le cas des mines d'uranium françaises, c'est que a pu se poser la question d'un impact sur l'environnement indépendamment d'un impact sur l'homme. Des dégradations des écosystèmes qui ne seraient pas mesurées par l'impact sur, traditionnellement en radioprotection... je parlais tout à l'heure de l'évolution des normes de radioprotection... Traditionnellement en radioprotection, on a toujours considéré que cette limite de 5 millisieverts d'autrefois et 1 millisievert aujourd'hui pour le public, protégeaient l'environnement. J'ouvre une parenthèse sur ces limites, c'est bien une limite pour le public, les limites pour les travailleurs sont plus élevées. Les limites d'exposition au radioprotection pour les travailleurs sont plus élevés que cette norme de... Donc on a toujours considéré qu'1 millisievert pour l'homme protégeait l'environnement. Là, sur le dossier des mines d'uranium, il y a matière à construire un argumentaire autour des phénomènes de dispersion/re-concentration dans des milieux naturels qui ne vont pas affecter directement l'homme dans les conditions d'utilisation actuelle, typiquement si des concentrations se retrouvent dans l'eau, des sédiments... la concentration d'uranium ça n'affecte l'homme que si ça concerne de l'eau potable... sinon l'impact va être assez faible, par contre, ça peut toucher directement les milieux naturels et avoir un impact important sur eux. Donc, c'est un sujet qui a permis de concrétiser un peu cette idée qui faisait son chemin dans le monde... dans les recommandations internationales de radioprotection et puis d'expérimenter un certain nombre de choses. Donc ça c'est un point important.

Un deuxième point qu'il faut mentionner par rapport aux impacts qui est important du point de vue de la cartographie c'est l'incroyable difficulté à donner une place dans la controverse, dans le débat, dans les préoccupations et les décisions des acteurs à la question de l'impact chimique. Qu'est-ce que je veux dire derrière ça ? On parle d'extraction d'uranium et l'uranium est, en même temps qu'un toxique radiologique, un toxique chimique, comme tous les métaux lourds. Et il se trouve que sa toxicité chimique est en réalité très supérieure, très supérieure d'un facteur 10 à 15, à sa toxicité radiologique. Quand je dis de 10 à 15, en fait c'est beaucoup plus compliqué que ça, les normes de concentration par exemple de plutonium, d'uranium dans l'eau potable, elles se basaient sur le risque chimique et pourraient être jusqu'à 30 fois plus faibles si on transposait au risque radiologique. D'accord ? Donc, du point de vue de l'impact, pour ce qu'il est de l'uranium, le chimique est un vrai sujet. Il y a un sujet radiologique parce que dans les descendants du... pour plein de raisons... dans les descendants de l'uranium. L'uranium comme toute matière radioactive se désintègre à un rythme donné, qui dans son cas est long, la période radioactive est longue... Mais quand on le trouve à l'état de minerai il a le temps largement de se désintégrer et donc on trouve avec l'uranium en fait l'ensemble de ses descendants radioactifs. Le radium, mais aussi le radon, sous forme de gaz qui est descendant du radium, mais aussi ensuite des trucs comme le polonium par exemple, qu'on trouve en petites quantités mais qui lui est très radiotoxique. Donc il y a quand même un enjeu de toxicité radioactive notamment liée au radon et à des descendants comme le plomb (??) radioactif au polonium, mais pour ce qui est de l'uranium, il y a un enjeu chimique. Et puis, il y a un enjeu chimique qui s'ajoute aussi lié à l'introduction dans les eaux de réactifs chimiques, notamment de l'aluminium, dont on sait aussi que il n'est pas forcément sans impact sur la santé. Mais, voilà, l'ensemble des acteurs se mobilisent et parlent sur le radiologique. C'est... Et quand je dis que c'est difficile, c'est que... dans un groupe comme le GEP, alors qu'on a identifié clairement ce sujet dès l'origine, on a eu beaucoup de mal à avancer sur la question du risque

chimique. Bon... parce que, bien que l'ayant identifié, on est des victimes en permanence de notre propre tropisme, on s'es replié... on revenait très régulièrement à la question radiologique parce que les acteurs de ce débat sont... Areva, qui pense d'abord radiologique, l'ASN qui pense d'abord radiologique, des associations qui viennent du monde nucléaire ou anti-nucléaire qui pensent d'abord radiologique, etc. Donc, la vraie difficulté est la difficulté aussi à mobiliser de l'expertise sur le chimique. On n'a pas réussi par exemple à mobiliser l'INERIS qui aurait eu la compétence pour ça au sein du GEP.

- Pourquoi

- Pourquoi ? Parce qu'ils ont pas du tout été réactifs à nos sollicitations. Et qu'à un moment donné le Ministère d'Ecologie aurait été en position de les pousser à entrer dans le groupe et il ne l'a pas fait.

Alors, tout ça est en partie explicite, en partie implicite, en partie conscient, en partie inconscient, mais globalement le constat à faire à la fin c'est que voilà l'aspect radiologique et donc les enjeux au delà de la question des mines d'uranium etc., des enjeux sur l'image de l'énergie nucléaire, des enjeux sur la transparence, pour utiliser un mot que je n'aime pas, ou les règles, les principes et les bonnes pratiques en termes d'accès à l'information, de conduite d'expertise, etc., pour l'ensemble du nucléaire pouvaient être en jeu à travers ce dossier. C'est ça les motivations qui ont fait, je pense, qu'un groupe comme ça a pu fonctionner.

Sur l'état de sécurité et la contamination à long terme, c'est, comme je le disais, les mines ont aujourd'hui en arrêt et dans des situations déjà assez réhabilitées un impact qui peut ne pas être négligeable au sens qui peut s'approcher de... avec en plus une barre de certitude très grande, donc qui peut être dans l'ordre de grandeur de la limite autorisée. Et ce que l'on observe c'est que cet impact peut pour des populations qui... quand je dis populations c'est de nombre relativement près de 100 personnes (???), à priori... pour des personnes qui seraient placées dans des mauvaises conditions d'exposition, ça peut conduire à des doses supérieures à 1 millisieverts, on a vu des évaluations, jusqu'à 20 millisieverts sur des expositions à long terme dans des conditions défavorables. Par exemple, implantation sur des anciens sites miniers d'habitations, avec le phénomène radon. Un des scénarios possibles. Donc...

- C'est où ?

- Bah... Pour le moment, là où l'on pense qu'il peut y en avoir, il y a des servitudes en place pour empêcher qu'il en ait. Une des conclusions de notre groupe c'est de dire les servitudes c'est bien mais si ça dure quelques dizaines d'années, ça dure un maximum. Donc il faut peut-être prévoir autre chose. Sans savoir quoi prévoir d'autre.

Un des messages qu'on va essayer de faire passer c'est qu'il y a un enjeu à long terme... même si on s'assure avec les techniques et méthodes actuelles de la qualité de leur réhabilitation en cours par rapport à des objectifs en vigueur de protection, il est impossible de garantir que des populations ne soient pas exposées au delà de ce qu'on juge acceptable aujourd'hui à long terme. Donc ça c'est quelque chose contraire à la doctrine que l'on vise sur le stockage des déchets radioactifs en général, on essaye d'assurer ce que l'on appelle de conflit non-passif. Sur les sites miniers, on n'a absolument pas, absolument pas... recherché ce conflit non-passif, au contraire, on a

fait des trucs qui restaient traversés par de l'eau et donc où la sécurité repose sur la... repose sur la capacité de collecter de l'eau et de la traiter le cas échéant avant la relâcher dans l'environnement. Et ça on voit bien que c'est pas quelque chose qu'on peut garantir à très long terme. La pérennité d'une station de traitement de l'eau, son bon fonctionnement, etc. Idem par rapport au concept qu'on envisage aujourd'hui pour le stockage des déchets à vie long... et alors je ne parle pas de déchets hautement radioactifs, on parle d'un stockage géologique profonde parce qu'on est pas évidemment au même niveau de radioactivité, donc de niveaux comparables grosso modo à ce que l'on appelle, en dehors des déchets miniers de faible activité à vie longue, pour lesquels les concepts sont quand même des concepts de stockage de ce qu'on appelle en sur-surface. C'est-à-dire avec une protection soit en galerie enfoncée dans le sous-sol soit en creusant on construit des alvéoles en en refaisant une couverture d'argile, mais en tout cas des choses plus élaborées et avec une épaisseur plus grande que ce qu'on a fait sur les sites miniers en termes d'épaisseur de couverture. Et encore il y a des enjeux sur la tenue de tout ça à long terme.

Alors, ça c'est... paradoxalement là aussi, alors que... les enjeux à long terme paraissent supérieurs aux enjeux à court terme. Même au sein du groupe, dont c'était la mission de regarder cette question vers le long terme, ça a été plus difficile de travailler ce sujet que de travailler la question de l'évaluation des impacts actuels. Et là, c'est par rapport à des reflexes des experts, etc. On revient à la fois à des choses qu'on connaît et à la fois on revient à ce qu'on perçoit comme des préoccupations du public, c'est à dire... on a des demandes sur est-ce que c'est dangereux aujourd'hui et moins de demandes sur comment ça va se passer dans mil ans. Mais bon, on a essayé quand même d'introduire quelques, quelques réflexions dans ce domaine là, notamment sur une problématique qui est d'envisager des solutions conduisant à consentir à un risque un peu plus grands mais dans des conditions qu'on pense pouvoir maîtriser à court terme pour réduire les risques à long terme. ehhhh... Par exemple, quand on a un problème d'évolution de la qualité des eaux, de traitement des eaux nocifs (?), de se dire est-ce que la solution plutôt que la situation actuelle ou n'empêchant partie de l'eau de passer mais il y a quand même qui traverse et elle filtre un peut la radioactivité, on la récupère, on la traite, on peut faire quelque chose des déchets... sauf qu'actuellement on remet dans le site de stockage donc... (mouvement circulaire de doit indicateur) ehhhh... de se dire est-ce que la solution n'est pas de recherche une circulation d'eau maximum pour lessiver, concentrer ça dans quelque chose qu'on peut stocker ailleurs véritablement comme un déchet ? Et du coup réduire... réduire les impacts non maîtrisables à long terme. On a lancé des sujets comme ça, mais ça c'est très difficile d'avoir des débats de cette nature.

Alors le... je vais peut-être juste commenter sur le rôle des ONG au sein du GEP, peut-être me centrer à partir de maintenant sur le GEP lui-même parce que je crois que le temps passe en plus... (*commentaire incompréhensible mais visiblement amusant*) Sur le rôle des ONG au sein du GEP, c'était clairement un rôle double, à la fois d'aiguillon pour... pour empêcher un consensus mou, pour exiger un travail... porteuse d'exigences sur... sur les sujets traités, sur la façon de les traiter, etc. Et donc aussi un rôle très, très important d'élargissement du champ couvert par l'expertise. Donc ça c'est... notamment cette question de la préoccupation environnementale au sens de protection des écosystèmes que j'ai évoqué tout à l'heure, par exemple. Donc, elles ont joué ce rôle là, avec quand même une difficulté, ça c'est un point qu'il faut que je mentionne absolument... donc on avait en termes d'associations, en ne me comptant pas... parce que bien que du statut associatif, j'avais un rôle en un positionnement qui n'était pas d'association dans l'histoire mais... on avait deux associations locales du Limousin et deux associations nationales... L'Acro et le GSIEN qui sont des

associations... L'Acro avec un laboratoire et orientée radioprotection, le GSIEN plutôt orienté sureté, mais deux associations positionnées sur l'expertise associative sur le dossier du nucléaire en général. Alors les... le rôle des associations nationales a été assez claire et assez facile, le rôle des associations locales a été un peu plus compliqué, d'abord parce que elles étaient en une espèce de conflit et de concurrence entre-elles sur des positionnements différents. L'une beaucoup plus radicale que l'autre. Elles s'appelaient Sources et rivières du Limousin, qui est rattachée à Limousin Nature Environnement du réseau France Nature Environnement, la FNE, et puis l'autre Sauvegarde de la Gartempe. Sources et rivières du Limousin était beaucoup plus inscrit dans... inscrit dans une action très locale et des préoccupations très locales mais avec une vision politique du dossier nucléaire dans son ensemble dont la problématique environnementale. Politique et très critique. C'est avec l'idée que (??) le dossier nucléaire fait l'objet d'une protection institutionnelle par rapport à l'évolution du droit de l'environnement, en résumé. Et Sauvegarde de la Gartempe... et Sources et rivières du Limousin est, en plus de ça, orienté dans son registre d'action, très orienté sur la controverse et très orienté sur l'action juridique. Et l'autre Sauvegarde de Gartempe qui, je ne sais pas ce qu'ils en pensent, qui n'a jamais exprimé sur son exercice de position sur le dossier nucléaire en général, qui était vraiment centrée sur les impacts locaux, la protection de l'environnement au niveau local avec une approche beaucoup plus compromis et partenariat avec l'exploitant. Donc ça, ça a déjà été difficile de gérer ehhh leur conflit entre elles dans leur positionnement sur les différentes propositions et actions du GEP, et puis le fait qu'il y ait des actions juridiques en cours débout (ou depuis ???) du GEP n'a évidemment pas facilité les choses. Il a fallu attendre qu'elles soient terminées pour aborder un certain nombre de sujets réglementaires notamment. Et enfin et surtout... donc ces deux associations en tant qu'associations locales étaient également membres de la Commission locale d'information et de suivi, donc l'instance de concertation locale, et ça c'était un vraie difficulté parce que.. pour que les choses fonctionnent bien... ehhh... du point de vue de l'articulation, de jeu d'acteurs et de la construction des controverses. Il est... en tout cas on l'a conçu comme ça... indispensable de bien dissocier une partie expertise d'une partie concertation. Avec l'idée que, donc, dans un contexte d'expertise pluraliste, on vient construire de l'expertise et donc on y vient, qu'on soit partie prenante ou pas et on avait les deux.

... de ces expertises. Et à l'inverse, dans la concertation, on vient, qu'on soit expert ou pas - et il y a des deux - au titre d'un intérêt au dossier, au titre d'être partie prenante, donc c'est à la fois, en tous cas tel qu'on l'a imaginé et qu'on a essayé de le construire et de le vivre, c'est à la fois indispensable de bien dissocier les deux et de bien les articuler c'est à dire que le GEP, quand il a été constitué, n'avait pas d'interlocuteur au titre d'instance de concertation, y'avait qu'une CLIS mais sur un seul site et qui fonctionnait pas vraiment donc ça a été une exigence du GEP, qui a été gagnée au prix de la démission de sa première présidente, d'obtenir la mise en place d'une instance de concertation à peu près sur le même périmètre que ce que le GEP regardait en termes d'analyse technique, c'est à dire les sites d'une division minière dans le Limousin. donc on l'a obtenu, et pour nous le dialogue avec cette instance de concertation était indispensable pour justement ne pas perdre le fil dans nos controverses d'experts, c'est à dire dans la façon dont on analysait, on progressait dans l'analyse du dossier de ces enjeux, des points importants, des études à mener etc., ne pas perdre de vue les préoccupations des acteurs locaux. Et voir comment on pouvait... Voilà